

Questions orales

L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.): Monsieur le Président, tous les membres des forces armées qui doivent témoigner seront là.

* * *

LES PÊCHES

M. Ron Fewchuk (Selkirk—Red River, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans.

On pouvait lire dans le rapport sur le saumon rouge du fleuve Fraser que, l'an dernier, les conventions de vente en vertu de la stratégie de la pêche autochtone ont entraîné une mauvaise gestion de la montaison du saumon dans le Fraser.

En réponse à ce rapport, le ministre a promis que toutes les conventions de vente pilotes seraient signées au plus tard le 15 mai. Peut-il dire à la Chambre où en sont les choses?

L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans, Lib.): Monsieur le Président, je n'ai pas préparé d'annonce officielle, mais je vais faire de mon mieux.

On disait dans le rapport Fraser que la négociation tardive des conventions de vente l'an dernier, processus qui s'est étiré jusqu'en juillet, a contribué à une mauvaise gestion de ces conventions de vente. Le député de Delta l'a mentionné une ou deux fois à la Chambre.

Ayant écouté les deux députés, soit celui de Saanich—Les Îles-du-Golfe et celui de Delta, ainsi que des députés de ce côté-ci de la Chambre, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que toutes les conventions de vente seront signées deux mois plus tôt que l'an dernier.

* * *

[Français]

LES POMPES À ESSENCE

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie. On apprenait ce matin que 13 p. 100 des pompes à essence au Canada ne donneraient pas une lecture précise, ce qui entraîne pour les consommateurs des coûts supplémentaires injustifiés.

Le ministre de l'Industrie confirme-t-il cette information et qu'entend-il faire pour corriger cette situation préjudiciable aux consommateurs?

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, j'ai aussi noté ce commentaire dans les journaux de fin de semaine. Le député voudra peut-être savoir qu'il y a une limite de marge d'erreur aux pompes de 0,5 p. 100. Nous avons des fonctionnaires chargés d'inspecter les pompes et nous espérons avoir bientôt un rapport expliquant ces divergences.

• (1450)

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Monsieur le Président, le ministre de l'Industrie ne convient-il pas qu'en inspectant les pompes à essence qu'une seule fois aux six ans, il manque à sa

responsabilité de protéger les consommateurs qui se retrouvent à la merci de tout défaut de fonctionnement de ces pompes?

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord qu'il est très important que les inspecteurs soient vigilants, afin de trouver des erreurs comme celle qu'a soulevée le député.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Réf.): Monsieur le Président, en matière de politique étrangère, beaucoup de Canadiens ont été outrés d'apprendre vendredi dernier que ce gouvernement estime que le commerce passe avant tout, aussi piètre soit la performance d'un pays dans le domaine des droits de la personne.

Le ministre des Affaires étrangères pourrait-il expliquer ce changement de politique qui brise une autre promesse faite dans le tristement célèbre livre rouge, et je cite: «Nous continuerons de soutenir la démocratie et le respect des droits de la personne humaine...»?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je puis confirmer au député que nous continuerons de soutenir très activement les droits de la personne humaine et la démocratie dans le monde.

Notre politique n'a pas changé. En réponse au rapport très détaillé du comité parlementaire, nous avons exposé dans nos présentations les divers objectifs que nous comptons poursuivre dans le domaine de la politique étrangère.

Le commerce est un de ces objectifs. La promotion de nos valeurs, des valeurs dans lesquelles nous croyons, en est une autre. Certes nous croyons au respect des êtres humains et au respect de la démocratie. C'est là une des nombreuses caractéristiques de notre politique étrangère.

M. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Réf.): Monsieur le Président, ce n'est pas ce qui a été dit la semaine dernière. On dirait que nous jouons la politique de l'autruche quand il s'agit de la politique étrangère et des droits de la personne.

L'attitude de ce gouvernement montre son insensibilité et son mépris face aux violations flagrantes des droits de la personne dans le monde. Je suis sûr que l'insensibilité du gouvernement à l'égard des droits de la personne ne sera guère réconfortante pour ces braves âmes qui, luttant pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie, sont soumises à la torture et incarcérées sans procès.

Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi ce gouvernement est encore revenu sur ses engagements en ce qui concerne la politique étrangère? Pourquoi a-t-il brisé une autre promesse qu'il avait faite dans son livre rouge?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je nie absolument les allégations du député. Nous n'avons pas changé notre politique étrangère. Nous ne sommes pas revenus sur les promesses que nous avons faites dans le livre rouge, bien au contraire. Nous tenons nos promesses.